



HAL
open science

La victoire de Barack Obama : le poids des territoires métropolitains (urbains et suburbains)

Cynthia Ghorra-Gobin

► **To cite this version:**

Cynthia Ghorra-Gobin. La victoire de Barack Obama : le poids des territoires métropolitains (urbains et suburbains). *Pouvoirs Locaux : les cahiers de la décentralisation* / Institut de la décentralisation, 2013, 96, pp.27-31. halshs-00825822

HAL Id: halshs-00825822

<https://shs.hal.science/halshs-00825822v1>

Submitted on 24 May 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Vincent Aubelle ■ David Bayeux ■ Daniel Behar ■ Jean-Luc Bertoglio ■ Jean-Luc Bœuf ■ Jacques Caillousse ■ Chantal Cases ■ Thomas Cavelot
 Hugues Clepkens ■ Alain Faure ■ Déborah Galimberti ■ Cynthia Ghorra-Gobin ■ Nicolas Kada ■ Laurence Lemouzy ■ Marie Lemoud ■ Emmanuel Négrier
 Romain Pasquier ■ Jérémie Peltier ■ Alain Pesenti ■ Gilles Pinson ■ Xavier Poulet-Goffard ■ Contre-amiral Antoine de Roquefeuil ■ Alain Venart

Trimestriel N°96 I/2013 (avril)

Pouvoirs Locaux

LES CAHIERS DE LA DÉCENTRALISATION



Organisations éducatives
**De la qualification
 à la gestion
 des compétences**



Politiques sociales
**La recherche
 démographique
 a de l'avenir**

Stratégies territoriales

Régions
 & métropoles
Quelles règles du jeu ?



ISSN 0998-8289



9 782909 872728

La victoire de Barack Obama : le poids des territoires métropolitains (urbains et suburbains)

La campagne présidentielle américaine qui a opposé le président Barack Obama et le gouverneur Mitt Romney fut l'occasion de nombreux meetings et débats principalement centrés sur la dimension économique et le rôle de l'État. Il est vrai qu'elle s'est déroulée dans une période où les effets de la crise étaient toujours d'actualité avec un chômage avoisinant les 8% et une lourde préoccupation vis-à-vis du montant de la dette publique.

Mais comment expliquer la victoire du président Obama alors qu'il ne fut pas le candidat préféré de Wall Street comme il l'avait été en 2008? A-t-il bénéficié en dernière instance d'un report des voix des indécis à son égard suite aux conséquences catastrophiques de l'ouragan Sandy qui s'est principalement abattu à New York et dans le New Jersey lors de la dernière semaine de la campagne? Peut-on affirmer comme certains médias que les minorités ethniques ont permis à Obama de bénéficier d'un second mandat?

L'article se propose de répondre à ces trois interrogations et notamment celle concernant le vote des minorités en privilégiant toutefois son ancrage résidentiel ainsi que les récents changements survenus dans le peuplement des territoires.

Le territoire suburbain au cœur des élections présidentielles américaines (2012)

La référence aux territoires métropolitains et plus précisément aux banlieues revêt ici toute son importance pour deux raisons. La première, c'est qu'aux États-Unis, les élections présidentielles se présentent comme un processus complexe intégrant aussi bien le vote populaire que celui des Grands Électeurs relevant de chacun des 50 États. Tout candidat qui emporte le vote populaire au sein d'un État gagne également l'ensemble des voix de Grands Électeurs – dont le nombre varie en fonction du poids démographique de l'État. Devenir président le candidat qui réunit le plus grand nombre de suffrages au niveau du collège électoral (538 personnes au total). D'où l'intérêt de porter le regard au niveau du vote des États fédérés et d'éviter les généralisations. La seconde raison résulte du fait que les banlieues qui de tout temps ont représenté l'électorat préféré des républicains – et

les villes celui des démocrates – ont commencé à voter pour le parti démocrate. Le parcours résidentiel des minorités et des immigrés récents les a en effet conduits à se localiser en banlieue. Ce qui représente un sérieux changement à l'échelle du territoire métropolitain.

La victoire du président sortant : au-delà de l'économique

Le président Obama a été élu pour un second mandat suite à une longue campagne présidentielle dans un contexte idéologique fortement marqué par deux visions opposées de la société, de l'État et du capitalisme. Les deux partis ne considérant pas sur le même mode la nécessité d'une intervention de l'État pour réactiver la machine économique, réduire les profondes inégalités

par
CYNTHIA GHORRA-
GOBIN, directeur de
recherche CNRS
au Creda (centre
de recherche et de
documentation sur les
Amériques). Elle a dirigé
le Dictionnaire critique
de la mondialisation,
(Armand Colin, 2012).

“Avec le recul du temps, il est aisé de mesurer combien l’ouragan Sandy a bénéficié au président Obama qui a réaffirmé le rôle incontournable de l’État fédéral en cas de catastrophe naturelle.”

sociales et créer des emplois. Ces deux positionnements n’avaient rien d’innovant et s’inscrivaient en fait dans la lignée des débats du *New Deal*, le programme ayant fait suite au krack boursier de 1929. Le président Obama – qui a plaidé pour l’État – a obtenu le vote populaire et a réussi à emporter le vote de 332 Grands Électeurs contre 206 pour son rival, le gouverneur Mitt Romney. Au niveau du vote populaire, la distance séparant les deux candidats fut relativement faible : Obama a été élu par 58,9 millions d’électeurs et Romney par 56,6 millions, ce qui ne représente qu’un écart de 2 %. Pour un grand nombre d’observateurs, la victoire du président Obama a été considérée d’« historique » non parce qu’elle symbolise l’avènement d’une société post- raciale² – comme ce fut le cas en 2008 – mais parce qu’il est le premier président à avoir été réélu dans une situation économique peu florissante et caractérisée par un chômage important, en dehors de Franklin D. Roosevelt.

Le président Obama a obtenu le vote des Grands Électeurs dans les onze États qualifiés d’États-pivots (*swing states*) sauf en Caroline du Nord et dans l’Indiana. L’État-pivot fait référence aux États dont l’incertitude du vote demeure jusqu’au dernier moment – contrairement aux États qualifiés de bleu ou de rouge selon qu’ils sont donnés au parti républicain ou au parti démocrate. Le statut d’État-pivot incite en fait les candidats à y mener une campagne ciblée et à y animer de nombreux meetings. Dans deux États-pivots jugés incontournables (Floride et Ohio) en raison du nombre de Grands Électeurs (29 et 18), le président Obama a recueilli 50 % du vote populaire, ce qui lui a permis d’emporter au total le vote des 47 Grands Électeurs. Cette spécificité de l’élection présidentielle américaine où le gagnant remporte l’ensemble des voix des Grands Électeurs lui a permis de dépasser largement le seuil des 270 Grands Électeurs requis pour gagner. Les villes et les banlieues des territoires métropolitains des États-pivots ont voté Obama.

La campagne présidentielle a certes été marquée par un vif débat sur les questions économiques opposant les républicains et les démocrates mais ce sont les villes et les banlieues qui en définitive ont fait la victoire du président. Les principaux arguments étaient alors centrés sur les conditions de renouer avec la croissance et l’intervention publique. Par moments, les échanges ont donné l’impression d’une rivalité opposant les personnes payant des impôts aux personnes ne payant pas d’impôts et dépendant de l’aide de l’État. Comme l’indiquait le candidat Mitt Romney dans une

de ses interventions, son rôle en tant que « futur président » consiste à travailler avec les contribuables (« *tax-payers* ») et non avec ceux qui dépendent des subsides de l’État fédéral (« *spongers* »). Suite à ces propos, des économistes avaient aussitôt réagi en faisant remarquer que la brillante carrière du candidat Romney – homme d’affaires ayant créé des entreprises – s’était en réalité traduite par des délocalisations et le recours à la sous-traitance dans des pays aux salaires inférieurs à ceux pratiqués aux États-Unis. Cette controverse a ainsi permis au président Obama d’affirmer son choix volontaire pour un futur économique visant la ré-industrialisation du pays. On se souvient du slogan « *made in America* » qui a servi à présenter le volet économique du programme du président sortant.

Ces débats présentant et opposant deux positionnements idéologiques dans une période de crise étaient connus des uns et des autres. À la fin de la campagne, le rôle de l’État fut affirmé grâce à l’ouragan Sandy. Les circonstances difficiles et parfois tragiques de cette catastrophe naturelle ont en effet permis à Obama de mettre en scène, sur le mode médiatique et réel, le rôle incontournable de l’État fédéral.

L’ouragan Sandy, l’État et la thématique du changement climatique

Le président Obama dans son discours à Chicago juste après l’annonce de sa victoire n’a fait qu’une brève allusion à Sandy, l’ouragan responsable dix jours plus tôt de la mort d’une centaine de personnes, de l’évacuation de nombreux habitants de New York et du New Jersey³ touchés par les inondations et des coupures d’électricité ainsi que du ralentissement de la dynamique de New York en raison de la fermeture de la Bourse pendant deux jours⁴ et de l’arrêt des transports en commun en dehors de quelques lignes. Cet ouragan avait contraint Obama à arrêter sa campagne pendant trois jours pour rester aux commandes de l’État et pour se rendre dans le New Jersey où plus de huit millions de personnes étaient privées d’électricité. Ne pas évoquer plus longtemps la catastrophe naturelle et humaine fut un moyen habile pour le président Obama, d’être discret sur son impact direct et réel sur les résultats des élections et de réaffirmer ainsi une fois de plus l’excellente organisation et la préparation du parti démocrate. Ce qui *a priori* peut se comprendre.

Avec le recul du temps, il est aisé de mesurer combien l’ouragan Sandy a bénéficié au président Obama qui a réaffirmé le rôle incontournable de l’État fédéral en cas de catastrophe naturelle. L’intervention de l’administration fédérale FEMA (*Federal Emergency Management Agency*) fut indéniable pour assurer l’organisation et



Crédit photo: Brad Pict-Fotolia.com

Des banlieues aisées comme celles de San Francisco (San Jose, Sunnyvale et Santa Clara) et de Washington, – également réputées pour leurs emplois à haute valeur ajoutée relevant de l'économie de la connaissance – sont désormais citées pour leur grande diversité raciale et ethnique.

L'aide apportée aux populations sinistrées ainsi que pour financer, après l'événement, la réparation des dégâts portant sur les infrastructures et les logements. Durant sa visite dans le New Jersey, les médias ont montré un président accompagné du gouverneur de l'État, Chris Christie, un ténor du parti républicain qui n'avait pas hésité à fustiger le programme du président lors de la convention du parti républicain. L'ouragan Sandy fut également l'occasion pour le maire de New York – qui tout au long de la campagne avait pris ses distances par rapport aux deux candidats – de se prononcer pour le président Obama. Michael R. Bloomberg – un brillant homme d'affaires qui termine en 2013 son troisième mandat à la tête d'une ville de plus de 8 millions d'habitants – a déclaré à la presse, le lendemain de la visite d'Obama dans le New Jersey, que le président Obama était mieux placé que son rival pour engager les États-Unis dans une réflexion et dans la mise au point de programmes pour faire face aux effets du changement climatique.

L'engagement du maire Bloomberg pour le président a symbolisé simultanément la préoccupation des élus locaux pour les questions relevant du changement climatique et le rattachement de Wall Street (ou d'une partie de Wall Street) à la candidature du président Obama⁵. La déclaration de Bloomberg a accordé une certaine légitimité politique à la thématique du chan-

gement climatique sur la scène nationale. Il est vrai qu'aux États-Unis, un pays caractérisé par la donne fédérale, les élus locaux sont en général sensibles au changement climatique et certains y développent des programmes pour réduire et optimiser la consommation énergétique tout en adoptant des mesures d'adaptation alors que l'État fédéral est bien plus réservé. Mais lors de son discours officiel sur l'état de l'Union (*State of the Union*), le 12 février 2013, le président Obama a déclaré vouloir mener une politique non limitée aux seuls enjeux économiques et concernant également la vie sur la planète Terre. Il a relancé le principe de monétiser les émissions de carbone afin de réduire la pollution et préparer la société au changement climatique.

Le vote des minorités a-t-il favorisé Obama ?

Les minorités ethniques ont voté en grande majorité pour le président Obama : 93 % des Africains-Américains, 71 % des Latinos, 75 % des Asiatiques. Seuls 39 % des Blancs ont voté pour le président Obama. Mais les minorités ne représentent qu'un quart de l'électorat : les Latinos (première minorité du pays avec 55,5 millions de personnes) ne représentent que 10 %

de l'électorat, les Asiatiques 3 % alors que les Blancs non hispaniques forment 72 % de l'électorat⁶.

Les Africains-Américains ont voté comme en 2008 pour Obama – en dépit de nombreuses déceptions liées à son premier mandat –, parce qu'il symbolise le rêve américain et la fierté d'être noir. Les Asiatiques ont toujours eu une préférence pour le parti démocrate. Quant aux Latinos, ils sont généralement divisés entre les deux camps et votent en fonction de la culture politique qui prévaut dans l'État où ils vivent. Les Hispaniques du Texas votent plutôt républicain alors que ceux de la Californie votent démocrate. Mais la décision prise par Obama quelques mois avant les élections au sujet du statut des immigrés illégaux – qui comptent une majorité de Latinos – et le peu d'attention manifesté à leur égard par les républicains ont permis de rallier les Hispaniques au camp des démocrates. Le président Obama a en effet accordé un permis de travail pour une durée de deux ans aux jeunes se retrouvant dans une situation illégale.

Les minorités ont largement contribué à la victoire d'Obama mais c'est surtout leur ancrage résidentiel dans les territoires suburbains et plus précisément dans les États-pivots qui a permis de faire la différence.

Le basculement des banlieues : de l'uniformité à la diversité

Les banlieues qui symbolisent le rêve américain par excellence (vivre dans une maison individuelle entourée d'un jardin à proximité de la nature) n'ont cessé de croître et de s'étendre tout au long du XX^e siècle. Dès

1970, elles ont représenté la majorité de la population habitant dans les territoires métropolitains et en 1990, elles ont inclus la majorité de la société américaine. Le Bureau du recensement a aussitôt annoncé l'avènement d'une société américaine « suburbaine » succédant en quelque sorte à la « société urbaine ». Cette annonce – loin d'être anodine – avait alors conduit le parti démocrate à intégrer l'évolution démographique des territoires métropolitains dans sa stratégie alors que jusqu'à cette date, il s'appuyait principalement sur les villes pendant que le parti

républicain s'assurait les voix des banlieues et de la campagne. Le président Bill Clinton fut le premier lors des élections de 1996 à prendre en compte cette nouvelle donne et à s'adresser aux suburbains et plus particulièrement aux femmes vivant dans les banlieues. On se souvient des allusions faites aux *soccer moms*,

ces femmes qui assument leur rôle de chauffeur de taxi pour accompagner leurs enfants aux différentes activités extra-scolaires. Le vote urbain avait permis d'asseoir la politique du *New Deal* (années 30) et celle de la *Great Society* (années 60 et 70) et il revenait au parti démocrate de prendre en compte le tournant suburbain pour assurer sa continuité historique. En 2012, de nombreuses banlieues habitées par des classes moyennes se sont révélées être des territoires *a priori* favorables aux démocrates dans la mesure où comme les grandes villes, elles ont commencé à refléter la diversité raciale et ethnique de la société américaine. Cette caractéristique ne fut pas vraiment assumée par les républicains, comme en a témoigné leur convention organisée à Tampa (Floride).

Aussi si le recensement de 1990 a mis l'accent sur l'émergence démographique des banlieues, celui de 2010 a mis en évidence la croissance de la diversité ethnique et raciale de la société américaine, y compris dans les banlieues⁷. De plus en plus nombreuses sont celles dont le profil se rapproche de la diversité raciale et ethnique des grandes villes. Et l'image traditionnelle de « *villes chocolat entourées de banlieues vanille* », – pour reprendre l'expression généralement utilisée aux États-Unis –, s'avère ainsi dépassée. En 2010, les Hispaniques sont la minorité la plus importante dans les villes (26 %) devançant ainsi les Noirs (22 %) pendant que la population blanche se maintient autour de 41 %. Dans les banlieues de grandes métropoles, les minorités représentent désormais 35 % de la population, un pourcentage équivalent à leur profil démographique au niveau national.

Ce changement qui s'est opéré dans les banlieues s'explique suite à la convergence de deux processus, le « *black flight* », le départ des Noirs – résidant jusqu'ici dans les villes – pour les banlieues ainsi que le choix explicite des ménages issus de l'immigration (Amérique latine, Asie) de résider en banlieue. Le « *black flight* » serait la version la plus récente du « *white flight* », le départ des Blancs des villes pour les banlieues, au moment de la crise urbaine lors des décennies 1950 et 1960. La croissance démographique des Noirs et des Hispaniques en banlieue est généralement perçue comme un phénomène positif dans la mesure où elle permet d'attester de l'élévation du niveau de vie des minorités et de leur accès au rêve américain. Pour ce qui concerne les Asiatiques, le propos est démesuré dans la mesure où la plupart des résidents en banlieue correspondent à des immigrés disposant d'un capital social. Des banlieues aisées comme celles de San Francisco (San Jose, Sunnyvale et Santa Clara) et de Washington, – également réputées pour leurs emplois à haute valeur ajoutée relevant de l'économie de la connaissance – sont désormais citées pour leur grande diversité raciale et ethnique.

“La croissance démographique des Noirs et des Hispaniques en banlieue est généralement perçue comme un phénomène positif dans la mesure où elle permet d'attester de l'élévation du niveau de vie des minorités et de leur accès au rêve américain.”

C'est ce « tournant » ethnique et racial enregistré dans les banlieues des États-pivots comme le Colorado et le Nevada qui a été déterminant au moment des élections présidentielles: il a en effet réussi à faire basculer l'État du côté démocrate. Au Colorado qui vote généralement républicain (à l'exception de l'élection de Bill Clinton), Obama a gagné les élections en 2008 et en 2012, grâce au vote des villes et des banlieues. La victoire démocrate s'expliquerait en raison de l'arrivée dans cet État de l'ouest de Blancs relevant de la « classe créative » (pour reprendre l'expression de Richard Florida) et de Latinos ayant ensemble contribué au boom économique. Le poids du vote à Jefferson et Arapahoe – deux comtés suburbains – ainsi que celui du comté de Denver a été décisif pour le parti démocrate. Il en fut de même pour le Nevada qui comme le Colorado se situe dans la catégorie des États-pivots. Le candidat Obama y avait gagné les élections en 2008 grâce à la croissance démographique de la ville de Las Vegas et plus particulièrement celle de minorités (Africains-Américains, Hispaniques et Asiatiques) qui représentaient 53,6 % de la population (contre 47,9 % pour les Blancs). En 2012, les comtés suburbains de Las Vegas avaient enregistré, à l'image de la ville, une croissance de la diversité ethnique et raciale.

des représentations liées à l'environnement naturel et à la prise de conscience de la finitude de la nature. Les territoires métropolitains ont une dynamique propre qu'il convient d'observer et de suivre avec rigueur.

Aussi si les villes ont représenté au XX^e siècle la base de l'électorat du parti démocrate et les banlieues celle du parti républicain, le parti démocrate a démontré qu'il s'est appuyé aussi bien sur les villes que sur les banlieues. Obama est le premier président à avoir emporté la moitié des suffrages exprimés dans les banlieues. Ce changement s'explique par la croissance démographique des banlieues au profit d'une population multiculturelle et multiethnique alors qu'il y a à peine quelques décennies, les banlieues n'étaient habitées que par des Blancs. Le parti démocrate a recueilli les voix des populations urbaine et suburbaine caractérisées par la diversité culturelle alors que le parti républicain, lors des dernières élections présidentielles, fut plutôt marqué par l'homogénéité raciale et culturelle. Le vote des comtés urbains et suburbains aux États-Unis souligne en filigrane la montée en puissance des aires métropolitaines dans une phase historique marquée par la mondialisation.

C.G.G.

Le poids décisif des territoires métropolitains (urbains et suburbains)

Évoquer les dernières élections présidentielles américaines a été l'occasion de rendre compte des spécificités de la culture politique américaine avant de souligner le poids décisif des territoires métropolitains. Dans ce contexte, le périurbain se présente comme une catégorie floue que certains rapprochent du monde rural en raison de sa proximité spatiale et d'une préférence marquée des habitants pour le parti républicain. Plusieurs termes servent à le désigner, ce qui est un indicateur de l'incertitude qui entoure son classement: franges suburbaines (*suburban fringes*), *exurbs* et *outer suburbs*. Ce sont les comtés urbains et suburbains – notamment dans les États-pivots – qui ont ensemble assuré la victoire du président Obama. D'où le constat d'une convergence entre le vote des villes et des banlieues, un point de vue remettant en cause la thèse d'une élection dont les votes se mesureraient suivant le gradient d'urbanité. La vision traditionnelle d'une opposition claire et nette entre la ville et la banlieue paraît dépassée en ce début de siècle au profit d'une représentation centrée sur la dynamique du peuplement des territoires métropolitains parallèlement à la mondialisation. Les villes et les banlieues ne sont pas figées mais sont susceptibles d'évoluer en fonction de la donne démographique, de la concentration spatiale de la richesse ou de la pauvreté et

1. Sur cette relation entre le poids démographique des États et le chiffre de Grands Électeurs, cf. C. Ghorra-Gobin, « Les enjeux politiques du recensement à l'heure de la gouvernance: que retenir des premiers résultats du recensement 2010 aux États-Unis? », *Pouvoirs Locaux*, n° 88 (I), 2011, 7-12.

2. Certains Américains utilisent facilement cet adjectif pour exprimer leur souhait de vivre dans une société où les différences raciales et ethniques ne seraient plus déterminantes pour vivre ensemble.

3. Ces deux États ont été déclarés sinistrés par le gouvernement fédéral, ce qui leur permet de recevoir une aide financière pour la réparation des dégâts.

4. Cela ne s'était pas vu depuis les attentats du 11 septembre 2001.

5. Les donations de Wall Street au candidat Romney ont été bien plus importantes que celles accordées à son rival.

6. Les Américains ont recours à ces catégories raciales et ethniques qui sont intégrées dans le recensement démographique par l'agence fédérale.

7. Voir l'article paru dans *Le Monde*, « Le big-bang ethnique », le 29 août 2012.